

## FRANCE-ALLEMAGNE : LA BATAILLE DE L'ÉNERGIE

Enfin, je souhaitais aborder un dernier point qui est celui du nouvel exercice de gouvernance qui nous défie. Ce sont deux questions qui se posent : l'équilibre des territoires et les interdépendances entre les différents acteurs de la transition au niveau local, national, européen et mondial.

Vous l'aurez compris, les collectivités se doivent en effet d'être exemplaires et l'Eurométropole de Strasbourg s'y efforce dans chacun de ses champs de compétence. Je suis convaincu que les réponses à ce défi énergétique, écologique et climatique constituent la réponse adaptée aux crises sociales et économiques de nos sociétés, à l'échelle planétaire. Cela nous impose de

nous inscrire en rupture par rapport aux logiques sectorielles au profit de stratégies globales tant pour les acteurs institutionnels que pour les acteurs économiques.

Aujourd'hui, l'Europe est confrontée à des défis majeurs ; je pense au projet politique qu'elle a à reconstruire pour donner du sens et de l'envie. Sur un plan plus technique, sur la thématique qui nous occupe aujourd'hui, l'Europe doit relever le défi d'une maîtrise de la volatilité des prix dont dépend la compétitivité des énergies propres. Elle doit aussi parer les risques de ruptures d'approvisionnement qui est un levier de négociation géopolitique – d'où notre intérêt à maintenir une

certaine indépendance énergétique pour de multiples raisons géopolitiques – que je ne développerai pas ici, cela pourrait faire l'objet d'une session entière.

Enfin, l'Union européenne doit traduire les Accords de Paris par des objectifs européens clairs en matière de développement des énergies renouvelables et d'optimisation de l'utilisation de l'électricité et de la chaleur. En même temps, il lui faut poser un cadre souple pour permettre aux territoires de mettre en œuvre les transitions du monde de l'énergie. Il nous faut donc trouver un cadre juridique européen et national adapté aux enjeux du monde actuel. **R. H.**

## Pour une vraie Europe de l'énergie

Michel Derdeuet

**F**ACE aux inégalités qui s'aggravent en son sein, il est temps que l'Europe devienne un acteur majeur, qu'elle engage la bataille pour la liberté et la démocratie, afin d'assurer de concert la justice sociale et la préservation de notre planète face aux dérèglements climatiques majeurs qui l'affectent.

Cette perspective, rappelée par le président de la République française, Emmanuel Macron, doit sublimer en matière énergétique les égoïsmes nationaux et le « narcissisme des petites différences ».

Au-delà des oppositions entre pays européens, stériles, concernant les choix en matière d'énergie primaire (charbon, gaz, pétrole, renouvelables...), une politique commune de l'énergie est indispensable, afin de faire de l'Europe à la fois l'architecte et le pionnier du nouveau monde en construction.

D'ici 2030, nous pouvons – et devons – aller de l'avant pour réduire de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre, faire passer la part des énergies renouvelables à 27 %, et réduire de 30 % notre consommation d'énergie, via plus d'efficacité énergétique et des politiques d'économie d'énergie dynamiques.

Pour y arriver, les priorités sont connues et peuvent se résumer en trois points : décarboner, digitaliser et décentraliser.

Sur le premier point, les 27 doivent prioritairement renforcer la sécurité d'approvisionnement, et sortir de la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles importées, qui grèvent le pouvoir d'achat des Européens et la compétitivité de nos industries, avec près d'un milliard d'euros dépensé – inutilement – chaque jour.

L'Europe doit aussi poursuivre son rôle pionnier en matière de lutte contre les émissions de CO<sub>2</sub> ; premier continent à avoir mis en place, il y a plus de dix ans, un marché du carbone, nous devons très vite réactiver ce dernier, en convenant par exemple entre Français et Allemands d'un prix plancher du CO<sub>2</sub> (qui pourrait osciller entre 20 et 30 €). Celui-ci orienterait de manière durable nos économies et permettrait de donner au plan mondial un signal fort.

Tous les pays européens se trouvent aussi aujourd'hui en première ligne face aux nombreux défis technologiques, sociétaux et économiques qui structurent la transition numérique. Ainsi, les États membres déploient sur leurs territoires respectifs des *smart grids* et des compteurs intelligents,

dont 80 % au moins des consommateurs européens seront équipés d'ici 2020.

La manière de financer ces défis dépendra certes des choix faits dans chaque État Membre et, de plus en plus, dans chaque région ou collectivité de l'Union, mais les solutions trouvées auront en commun de devoir s'insérer dans des systèmes énergétiques dont les réseaux énergétiques, de transport et de distribution, d'électricité ou de gaz, fournissent déjà, sur des millions de kilomètres, l'architecture.

Quel paradoxe de voir Donald Trump proposer d'investir massivement, sous forme essentiellement de partenariats public-privé, dans l'amélioration des infrastructures de réseaux (transport, eau, énergie et télécoms notamment), et de constater, dans le même temps, le silence assourdissant de l'Europe. Le plan Juncker n'a mis fin que de manière très minime à la panne chronique d'investissement dont souffre l'Europe ; et il manque au bas mot 280 Md€ d'investissements/an pour que la croissance européenne redémarre. Nous proposons donc, d'urgence, la mise en place d'un grand plan d'investissement sur les réseaux, qui permettrait à la croissance européenne de repartir autour des vraies priorités économiques et écologiques.

L'Europe qui protège, ce sera aussi celle qui reconnaîtra, enfin, l'existence des 50 à 125 millions de citoyens européens qui souffrent de précarité énergétique et ne peuvent faire face aux dépenses énergétiques minimales. Pourquoi l'Europe a-t-elle jusqu'ici refusé de reconnaître et de définir cette « précarité énergétique » ? Alors que la Grande-Bretagne, à l'initiative de Tony Blair, avait tracé la voie il y a vingt ans, en définissant la précarité énergétique comme la situation où un foyer consacre plus de 10 % de ses revenus aux dépenses énergétiques, l'Europe a oublié depuis ces « invisibles », 8 millions de Français, 10 millions d'Allemands. Et l'on s'étonne ensuite que le citoyen européen s'éloigne du rêve européen... ? Nous appelons de nos vœux une définition

commune, qui permettrait de mieux cerner cette réalité et de mettre en œuvre, au bon niveau, les politiques de solidarité les plus pertinentes.

Il faut enfin promouvoir l'Europe en leader de l'innovation énergétique, en donnant un nouvel élan et une nouvelle dimension à sa R&D, notamment à travers la normalisation, la création d'une plateforme des données énergétiques, et la mise en place de corridors des mobilités durables sur les autoroutes européennes, déjà engagée dans huit pays européens.

Soixante ans après la signature des Traités de Rome, dont celui instituant une Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA), une vraie politique européenne en matière d'énergie est nécessaire. Il nous faut d'urgence donner un

contenu concret au projet d'« Union de l'énergie », qui parle au citoyen européen.

La France et l'Allemagne ont une responsabilité singulière pour faire aboutir cette ambition ; elles furent à l'origine des premières collaborations sectorielles en matière énergétique, et bien au-delà du sentiment porté par les uns et les autres sur le nucléaire, l'ambition de réussir la transition énergétique et digitale en marche les réunit aujourd'hui.

Reste à porter politiquement cette volonté commune, et à rassembler les industriels, de part et d'autre du Rhin, pour qu'ils s'engagent avec enthousiasme autour de nouvelles coopérations faisant du « vieux continent » le leader mondial du nouveau monde, décarboné, de demain.

M. D.

## Technologies, gouvernance, comportements humains

Alain Bugat

DANS le but de renforcer la coopération bilatérale et en vue de la COP 21 – 21<sup>e</sup> conférence des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), les quatre académies nationales des sciences et des technologies en France et en Allemagne ont invité des chercheurs et experts renommés à participer à deux ateliers sur la transition énergétique dans les deux pays. La transition est définie ici comme une transformation du système énergétique à long terme en un système émettant beaucoup moins de gaz à effet de serre (GES).

La motivation de l'initiative conjointe des quatre académies est triple :

- partager les connaissances ;
  - anticiper les défis à venir, mais aussi conseiller les décideurs et la société en général ;
  - identifier les domaines pour une coopération scientifique et technologique étroite.
- La France et l'Allemagne ont des activités de recherche scientifique et technologique d'un très haut niveau dans le domaine de l'énergie. Le processus de transformation bénéficiera fortement de solutions

innovantes en R&D issues des secteurs public et privé.

La coopération entre les deux pays dans les domaines d'expertise commune et l'utilisation de forces complémentaires devraient significativement accélérer la mise au point de solutions innovantes. Des sujets transversaux tels que :

- les matériaux fonctionnels pour des applications énergétiques ;
- le stockage de l'énergie ;
- la modélisation des systèmes énergétiques,
- des ressources de combustibles non fossiles ;
- ou des aspects socio-économiques de la transition énergétique ;
- sont des exemples de domaines susceptibles de bénéficier de la collaboration scientifique.

### Introduction et contexte

Sur le plan international, les situations initiales des pays sont très diverses du fait de leur histoire et de leur situation économique, et notamment des ressources et des atouts industriels dont ils disposent.

Pour le système énergétique français, l'énergie nucléaire est cruciale. La France a développé l'énergie nucléaire principalement pour améliorer sa sécurité d'approvisionnement énergétique après la quasi-disparition progressive des centrales électriques à charbon et l'utilisation de presque tout son potentiel hydroélectrique. Les avantages en sont :

- une réduction nette des importations de combustibles fossiles ;
- une réduction des émissions de CO<sub>2</sub> par habitant, une très bonne stabilité du réseau grâce à une forte inertie intrinsèque fournie.

L'Allemagne, quant à elle, a décidé d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et s'est donné pour objectif d'accroître la part des énergies renouvelables de façon à atteindre des niveaux de 80 % à 100 % de sa consommation totale d'électricité, et de 60 % de sa consommation d'énergie finale d'ici à 2050.

Cependant, le processus n'a pas toujours été sans encombre : au cours des dernières années, les émissions de CO<sub>2</sub> ont à nouveau partiellement augmenté.